



MARCHÉ N° 2025-09

**INSPECTION QUINQUENNALE ET REMISE À NIVEAU DES BOSSOIRS,
EMBARCATIONS ET TREUIL DE L'ENSM**

(Site du CESAME)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché à procédure adaptée

En application de l'article L. 2123-1 du code de la commande publique

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

INSPECTION QUINQUENNALE ET REMISE A NIVEAU DES BOSSOIRS, EMBARCATIONS ET TREUIL DE L'ENSM (Site du CESAME)

Le présent marché a pour objet principal l'inspection quinquennale des embarcations et bossoirs du CESAME selon les dispositions réglementaires de la division 337 « Révision périodique et entretien des embarcations de sauvetage, canots de secours, canots de secours rapides, dispositifs de mise à l'eau et dispositifs de largage » du règlement annexé à l'arrêté du 23/11/1987 modifié relatif à la sécurité des navires.

[Arrêté du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires - Légifrance](#)

Il a également pour objet la remise à niveau du treuil du bossoir CESAME 1 et le traitement anti-corrosion des bossoirs.

Lieu d'exécution :

**Centre de Formation à la Survie et au Sauvetage en Mer (CESAME)
31 terre-pleins Servannais 35400 Saint-Malo**

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont forfaitaires et réparties en 3 lots :

Lots	Désignation
1	INSPECTION QUINQUENNALE DES BOSSOIRS ET EMBARCATIONS DU CESAME
2	REMISE A NIVEAU DU TREUIL DU BOSSOIR DU CESAME 1
3	TRAITEMENT ANTI-CORROSION ET PEINTURES DES BOSSOIRS DES EMBARCATIONS

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (DPGF),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le mémoire technique.

3 – Intervenants

3.1 - Désignation de l'acheteur

Ecole Nationale Supérieure Maritime (ENSM)

3.2 - Représentant de l'acheteur

Monsieur François LAMBERT, Directeur général de l'ENSM

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délais d'exécution

Le délai d'exécution doit respecter le calendrier suivant :

. La réception du rapport final doit impérativement avoir lieu la première semaine de septembre 2025 (semaine 36).

. Les périodes préconisées d'intervention sont les suivantes : semaines 27 à 29 et semaines 34 à 36.

Pour le lot 3, comme indiqué à l'article 3.1-2) du CCTP, si les conditions ne permettent pas l'exécution de la prestation avant la semaine 36, alors celle-ci pourra être reprogrammée pour une livraison avant le 31 décembre 2025.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

7 – Prix

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes, non actualisables et non révisables.

Les prix incluent toutes charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que tous les frais annexes nécessaires à l'exécution des prestations.

Par dérogation, le prix des pièces complémentaires, présentées à l'issue de la phase d'inspection comme étant strictement nécessaires dans le cadre de l'inspection quinquennale, est celui présenté par devis (point 3) de l'article 3.1 du CCTP).

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 – Avance

Il est prévu le règlement d'une avance.

Une avance est accordée au prestataire sauf renonciation expresse par le Titulaire du marché, dans l'Acte d'Engagement.

Montant de l'avance :

Le taux de l'avance est fixé à 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché, pour chacun des lots.

Condition de garanties pour le versement de l'avance :

Il n'est pas exigé de garantie en contrepartie de l'avance.

Modalité de règlement de l'avance :

L'avance sera réglée en une seule fois et en totalité à la notification du marché.

10 - Constatation de l'exécution des prestations

Un procès-verbal (PV) de réception des travaux sera dressé pour chacun des lots, de façon contradictoire et notifiés au(x) titulaire(s), conformément au 4) de l'article 3.1 du CCTP.

Pour le lot 1, le titulaire consigne les résultats de la révision et de l'entretien sous la forme d'un rapport final, confirmant que les équipements restent aptes aux services auxquels ils sont destinés, conformément au 4) de l'article 3.1 du CCTP.

11 - Modalités de règlement des comptes

11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Il n'est pas prévu d'acompte au présent marché.

11.2 - Présentation des demandes de paiement

Le paiement de l'ensemble des prestations est effectué, en une fois, par lot, après service fait, selon les modalités précisées au CCAP (article 10) et au CCTP (article 3.1).

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L. 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Le titulaire est dans l'obligation d'adresser ses factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**.

En application de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro de facture (numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries);
- 4° **Les références du présent contrat et de l'engagement juridique**, support budgétaire du contrat ;
- 5° La désignation du payeur ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° **La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées** ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités de règlement.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001309700071

11.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

11.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

13 – Pénalités

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sont toutes cumulables. Elles sont sans préjudice de la constatation du service fait et du paiement des prestations par l'ENSM.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1 500,00 € pendant 5 jours, puis 1 600,00 € au-delà.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 1 500,00 €.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à hauteur de 10% du montant initial engagé.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

13.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 1,00/30 du montant mensuel des prestations de maintenance s'applique dans les conditions de l'article 14.2 du CCAG-FCS.

13.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16- Dérogations

- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services